

*l'Anti*capitaliste

5E CONGRÈS DU NPA | DÉCEMBRE 2022



5E CONGRÈS DU NPA COMPTE-RENDU



©Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



©Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



©Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Annexes au procès-verbal – motion d'organisation du congrès

Motion d'organisation du 5e congrès national du NPA

Adoptée au CPN des 17 et 18 septembre

1. Le congrès national du NPA aura lieu les vendredi 9, samedi 10 et dimanche 11 décembre 2022. Les assemblées électives locales se réuniront en présentiel entre le samedi 19 novembre et le dimanche 4 décembre 2022. Dans ces assemblées électives locales, la discussion s'organisera principalement autour des documents soumis au vote des militantES et enregistrés par le CPN qui se tiendra les 22 et 23 octobre 2022.

Le CPN des 17 et 18 septembre aura déjà mis en circulation différents textes et contributions permettant la tenue d'assemblées locales de discussion. D'ici la mise en place de la commission paritaire au CPN des 22 et 23 octobre, une information préalable sur la tenue de ces AG sera faite au CE.

2. L'ordre du jour proposé pour les assemblées électives locales et le congrès national sera validé par le CPN des 22 et 23 octobre, puis envoyé avec le bulletin papier dans la semaine du 24 octobre 2022.

Un ordre du jour minuté sera adressé avant le congrès.

Un modèle de « PV » des votes pour les assemblées électives locales sera adressé aux comités au plus tard le vendredi 11 novembre 2022 avant les premières assemblées électives. Il comportera la liste des votes obligatoires, ceux-ci devant donner lieu à débats. Le CPN recommande qu'un temps minimal de deux heures soit consacré, dans chaque AG élective, au point « situation politique, nos tâches, plateformes ».

3. Une commission paritaire composée de représentantES des différentes plateformes en présence est mise en place à l'issue du CPN des 22 et 23 octobre 2022.

4. Des bulletins de discussion sont mis à la disposition de tous les membres du parti.

→ Un bulletin électronique regroupant les propositions de textes et contributions issus du CPN des 17 et 18 septembre 2022 : date d'envoi mercredi 28 septembre 2022.

→ Un 1er bulletin électronique de discussion regroupant des contributions : date limite lundi 17 octobre 2022, date d'envoi mercredi 19 octobre 2022.

→ Un bulletin papier et électronique récapitulant l'ensemble des textes (plateformes, motions et amendements) soumis au vote des AG locales, ainsi que l'ordre du jour du congrès : envoi la semaine du 24 octobre 2022.

→ Un 2ème bulletin électronique de débat : date limite lundi 7 novembre 2022, envoi le mercredi 9 novembre 2022.

Les contributions individuelles sont limitées à 5000 signes.

5. Auront le droit de vote pour le congrès et les assemblées électives locales, l'ensemble des militantES à jour de toutes leurs cotisations, à la grille, décembre 2022 compris. Les nouveaux membres qui auront adhéré au plus tard au 1er octobre 2022 et ayant participé à au moins une réunion avant, pourront participer à ces votes.

Un tableau de suivi des effectifs et des cotisations devra être transmis au trésorier fédéral ainsi qu'à la trésorerie nationale et à la commission paritaire au plus tard fin octobre 2022. Chaque militantE doit être identifié par un prénom, des initiales, ou un pseudo.

6. Afin que le débat soit riche et pluraliste, les comités sont invités à se regrouper en AG au niveau « fédéral » et pour les grosses « fédérations » de manière à réunir au moins 30 cotisantES. En dernière instance, il convient de favoriser la participation du maximum de militantES.

Un planning pour les AG de discussion préparatoires et les AG électives doit être communiqué dès la publication du BI de compte-rendu du CPN et au plus tard le dimanche 30 octobre 2022 à la commission paritaire afin que toutes les positions puissent trouver un représentant. Un budget est prévu pour financer les déplacements nécessaires à hauteur de 2500 euros maximum par plateforme nationale. Les temps de présentation se font à égalité.

7. Au moins une assemblée générale de discussion doit se tenir avant les assemblées électives locales. Ces AG doivent si possible se tenir selon le même périmètre que les assemblées électives afin de permettre la continuité des débats.

Lors de ces AG et jusqu'au congrès lui-même, des amendements ou motions pourront être proposés.

8. L'exigence d'un débat démocratique implique de restreindre la possibilité de procuration. Il faut faire en sorte que le maximum de militantES impliquéES dans le parti soit au rendez-vous, participe au débat et à l'élaboration de l'orientation du NPA. Sauf exceptions validées par le congrès local, seulES les militantES ayant participé au moins à l'un des débats de préparation du congrès pourront y avoir recours. Les motifs de procuration sont le déplacement prévu de longue date, l'activité professionnelle, les raisons de santé, les tâches militantes ou la garde d'enfants ou de personnes non autonomes. Les comités sont incités à prendre collectivement en charge la question des gardes d'enfants. Pour être valide, la procuration doit comporter des indications précises de vote et doit être acceptée par le congrès local. Un modèle sera envoyé avec le PV des votes.

9. Le système de délégation reste identique aux congrès précédents : le nombre de déléguéES est fixé, pour chaque plateforme (nationale ou locale), selon le nombre de votants pour la plateforme en question, à raison de 1 déléguéE pour 7 vo-

tantEs et 1 par reste de 4. Ainsi, si une plateforme recueille entre 4 et 10 voix, elle a 1 déléguéE, entre 11 et 17, 2 déléguésEs, etc.

Les restes (forcément égaux à -3, -2, -1, 1, 2 ou 3) seront comptabilisés nationalement (pour les plateformes nationales) et donneront droit, en cas de somme positive, à des déléguésEs supplémentaires selon la même règle. En cas d'absence d'unE déléguéE au congrès national (cas de figure qui ne peut être qu'exceptionnel et régi par les motifs de procuration), les voix sont comptabilisées dans les restes nationaux. Les AG électives peuvent désigner des déléguésEs suppléantEs qui ne participeront au congrès qu'en cas d'absence du titulaire.

Dans le souci de faire de notre congrès, à toutes ses étapes, un moment d'élaboration collective, il appartiendra aux assemblées locales qui éliront les déléguésEs au congrès national de veiller à la juste représentation des différentes opinions qui se seront exprimées sur des questions qui ne font pas l'objet d'une plateforme particulière. Les AG veillent à la parité des délégations.

10. A l'ouverture du congrès, un bureau de congrès sera élu par les déléguésEs. Cette élection devra prendre en compte de manière équitable les différentes plateformes et autres courants d'opinion qui seront apparues lors des assemblées électives. Ce bureau de congrès aura à charge d'organiser les débats (introductions et conclusions, répartition des temps de parole) ainsi que le travail des différentes commissions.

Le congrès est l'occasion d'un travail collectif de discussion et d'élaboration auquel l'ensemble des camarades doit pouvoir participer. Sur les différents textes, des commissions d'amendements travailleront le premier jour du congrès afin d'intégrer autant que possible les amendements issus des comités et des assemblées électives, avec la préoccupation également d'examiner les possibilités de convergence qui auront pu se dégager dans les discussions à partir des différents textes.

À l'issue du travail des commissions, les amendements ou textes qui ne feront pas consensus en leur sein seront soumis à la discussion et au vote en assemblée plénière les jours suivants, selon des modalités à définir par le congrès lui-même en fonction de la nature et de l'importance des divergences, intervention « pour » et « contre » sur des amendements maintenus, ou temps de parole beaucoup plus substantiel en fonction des votes émis par les assemblées préparatoires sur des motions et des textes alternatifs.

11. Une commission des candidatures paritaire présentées pour l'élection du CPN est mise en place lors du CPN des 22 et 23 octobre 2022. Dans la phase de préparation du congrès, elle est composée de camarades du CPN sortant et ouverte aux déléguésEs qui le souhaitent dès le premier jour du congrès national.

12. Concernant les modalités d'élection du CPN, il est rappelé dans les statuts que le congrès « élit à la parité un conseil politique national (CPN) représentatif du parti, de sa réalité géographique comme de ses commissions nationales, et de ses sensibilités politiques. S'il existe des orientations politiques contradictoires soumises au vote du congrès, le CPN est élu à la proportionnelle.

Sur la base d'un travail préalable des comités, coordinations départementales et régionales visant à garantir une représentation correcte des régions et assurer la parité, les AG électives locales proposent des candidatures pour le CPN. Sur la base des candidatures proposées par les AG électives, la commission des candidatures fait une proposition au congrès en introduisant un correctif. Celui-ci garantit notamment que chaque plateforme/position dispose d'un nombre de membres du CPN strictement proportionnel au pourcentage de voix obtenues lors du congrès. »

« Si les commissions n'ont pas de membre(s) éluE(s) au CPN, elles y auront un observateur avec droit de parole mais sans droit de vote. »

« Pour permettre de représenter correctement l'ensemble de la réalité du NPA, sa taille devrait donc avoisiner les 100 membres ce qui nécessite une réflexion sur son fonctionnement. Chaque membre du CPN doit avoir un.e suppléant.e élu.e sur les mêmes critères. Celui-ci ou celle-ci peut remplacer le ou la titulaire en cas d'empêchement, et doit donc suivre les débats et propositions du CPN. »

Les suppléantEs respectent les mêmes critères en particulier géographique. La parité doit être respectés dans les titulaires et dans les suppléantEs.

« Le nombre de mandats successifs au CPN est limité à 4 mandats consécutifs. » Adoptée lors d'une modification statutaire au deuxième congrès national en 2013, cette disposition est entrée en vigueur à partir de celui-ci, sans rétroactivité.

« Une commission de médiation est mise en place au congrès. Elle vise en l'absence de statuts définitifs à tenter de régler les problèmes par la discussion. Elle sert aussi d'instance d'appel. »

13. Les membres du CPN sortant ou à défaut leurs suppléantEs participent au congrès pour rendre compte de leurs travaux depuis le congrès national. Ils pourront participer au débat sans toutefois disposer du droit de vote sauf s'ils/elles sont déléguésEs par leur assemblée élective.

Annexes au procès-verbal – textes adoptés

Texte « unitaire et révolutionnaire, un NPA utile face aux ravages du capitalisme »

Aggravation des crises écologiques, guerre impérialiste en Ukraine, montée du racisme, de l'extrême droite et du danger fasciste sont la mesure des dangers qui menacent l'humanité. Nous



sommes plus que jamais devant le choix « écosocialisme ou barbarie ». Face à cela, des points d'appuis émergent, malgré leurs contradictions : explosions de colère systémiques régulières dans le monde, mouvements de masse contre les oppressions, notamment la vague féministe mondiale, mobilisations massives pour le climat, luttes sociales d'ampleur, éléments de reconstruction d'une gauche antilibérale marginalisant les gauches libérales qui ont géré loyalement le capitalisme.

Les enjeux de ce congrès sont de repositionner le NPA pour qu'il puisse intervenir dans la nouvelle situation, contribuer à la mobilisation du prolétariat dans sa diversité, à son unité dans la lutte pour une autre société, tout en travaillant à construire une force pour le renversement du capitalisme et la transformation révolutionnaire de la société.

1 LE CAPITALISME MÈNE L'HUMANITÉ À LA CATASTROPHE

Le néolibéralisme à l'œuvre depuis 40 ans a permis de maintenir les profits capitalistes au prix d'un accroissement sans précédent des inégalités, de la destruction des droits et protections sociales, de l'épuisement des ressources naturelles et d'une fuite en avant autoritaire.

L'anthropocène/capitalocène augure un nouvel âge dans lequel le capitalisme est à l'origine de bouleversements écologiques profonds et multiples (climat, eau, pollutions, pandémies, perte de biodiversité...) qui creusent encore plus les inégalités sociales et économiques à l'échelle de la planète et qui rendent invivables des parties de plus en plus vastes du monde posant de manière aiguë la question de l'accueil des migrant-es et des réfugié-es climatiques.

Le chaos géopolitique engendré par les conflits impérialistes et inter-impérialistes constitue un tournant supplémentaire dans la situation. Les classes dominantes renforcent leurs politiques impérialistes et guerrières. Avec la guerre en Ukraine, la montée des tensions en Asie du Sud-Est, on assiste à une aggravation de ces conflits avec pour conséquence une fuite en avant dans l'armement, y compris nucléaire, et dans l'utilisation des énergies fossiles. La France n'est pas étrangère à cette escalade, notamment dans la réorganisation du jeu impérialiste en Afrique, dans la course aux armements et dans le développement du nucléaire civil et militaire.

Avec la pandémie de Covid-19, la désorganisation des chaînes de production à l'échelle internationale entraîne pénuries, hausse des coûts de l'énergie et des matières premières. Nous nous dirigeons vers une aggravation de la crise économique. L'inflation se généralise et, à salaires constants, représente un transfert de richesses du travail vers le capital. L'objectif est bien de récupérer les masses colossales d'argent englouties dans la gestion catastrophique de la pandémie par les gouvernements.

Dans une grande partie des pays impérialistes, ces crises entraînent une crise de direction politique de la bourgeoisie. Le consentement de la population aux politiques du capital diminue, tant les démocraties bourgeoises ont échoué à résoudre les problèmes auxquels l'humanité est confrontée, en priorisant de façon continue les profits au détriment des biens communs.

Dans ce contexte, l'absence d'un projet émancipateur, d'une alternative anticapitaliste crédible, laisse le champ à des solutions de plus en plus autoritaires, au renforcement de l'État fort et à la montée continue de l'extrême droite. L'arrivée aux affaires de courants réactionnaires autoritaires, voire fascistes, dans plusieurs pays européens marque un pas important dans cette direction, tout comme les 42 % de Marine Le Pen lors la dernière élection présidentielle.

Cette « dynamique fasciste » se traduit dès aujourd'hui par la multiplication des attaques réactionnaires contre les femmes, les personnes racisées, les minorités et plus globalement contre les exploité-es et les opprimé-es.

En France, dans un contexte de montée de l'abstention dans les couches populaires et la jeunesse (à l'exception de l'élection présidentielle), le champ politique s'est modifié en profondeur depuis cinq ans. Il s'organise autour de trois blocs avec : une extrême droite qui se solidifie années après années, notamment avec une entrée massive au Parlement qui va lui dégager de nouvelles possibilités militantes ; une gauche fortement reconfigurée autour d'une ligne réformiste antilibérale marquant une rupture avec la gauche de gestion de Mitterrand, Jospin et Hollande ; et un centre libéral-autoritaire, en équilibre instable. Même si les ressorts de l'abstention sont divers et parfois difficiles à identifier, elle exprime une défiance face au système politique et renforce l'instabilité de la situation.

Du point de vue des résistances, le rapport de forces nous est défavorable, c'est la classe dominante qui est à l'offensive. Mais des réactions importantes existent face aux ravages du capitalisme. Cycliquement, des explosions ont lieu aux quatre coins du monde : mobilisations féministes, LGBTI, pour le climat, contre la vie chère, contre le racisme et les violences policières... On y voit des éléments de continuité avec les révoltes dans les pays arabes, en Grèce dans la décennie précédente, en Algérie, en Amérique latine où les confrontations sont très fortes, ou encore aujourd'hui en Iran, on voit régulièrement des mobilisations de masse déstabilisant des pouvoirs en place. Pour ne parler que de la France, dans la dernière période, nous avons connu le mouvement des Gilets jaunes, contre les violences policières et des grèves importantes contre la réforme des retraites en 2019, et contre la loi travail en 2016. La pandémie a ensuite atomisé momentanément notre camp.

Mais face aux nouvelles attaques, de nouvelles réactions de masse pourraient voir le jour. Les grèves historiques au Royaume-Uni face à l'inflation ou les grèves naissantes en France en témoignent. C'est d'abord ce type de luttes qui peut modifier le rapport de forces global entre les classes. Notre politique pour le développement de ces mobilisations, centrée sur l'unification, de la base au sommet, de notre classe, son auto-organisation, doit se combiner avec la nécessité de poser la question du pouvoir des travailleuses et des travailleurs, et de reconstruire un projet politique écosocialiste.

2. ÉCOSOCIALISME OU BARBARIE : L'ACTUALITÉ DE LA RÉVOLUTION

Les « réponses » capitalistes (plus de marché, plus de répression, plus d'inégalités sociales, racistes, sexistes, néocoloniales, « solutions » technologiques inefficaces, voire dangereuses...) ne peuvent qu'accélérer la marche au cataclysme.

Seule la rupture avec le capitalisme est réaliste : rupture avec ses modes de production et de consommation productivistes, rupture avec ses institutions étatiques, avec la propriété privée des moyens de production. Produire, consommer, transporter et travailler moins, partager et décider plus, prendre soin des humains, des écosystèmes et du vivant en géné-

ral... pourrait résumer les grands traits d'un projet de société écosocialiste émancipateur. Détruire l'État bourgeois, construire une société de transition basée sur l'auto-organisation, vers une société sans classes et sans État, va de pair avec la socialisation de toutes les sphères de l'économie, la bataille contre toutes les oppressions (racistes, islamophobes, sexistes, LGBTIphobes, validistes), pour l'égalité réelle, vers un « éco-communisme », selon la formule complétée : de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins, démocratiquement élaborés dans le respect des limites écologiques.

En ce sens, la révolution est objectivement à l'ordre du jour.

Mais aujourd'hui, les classes travailleuses sont disloquées, le prolétariat en pleine reconfiguration sur le plan social, sous les coups des crises comme des offensives pour maintenir les taux de profit. Le développement de l'extrême droite et de ses idées, l'aggravation des politiques discriminatoires et autoritaires sont un obstacle majeur à l'organisation des classes populaires et à la défense de leurs intérêts.

D'un autre côté, les organisations du mouvement ouvrier jouent un rôle toujours contradictoire entre, d'une part, des directions qui encadrent et inhibent et, d'autre part, une structuration qui reste globalement un point d'appui pour les luttes. Dans ce contexte, l'unification du prolétariat, la bataille pour son auto-organisation, pour un mouvement d'ensemble, combinant grèves et mobilisations territoriales, est un point clé de notre projet stratégique. Nous devons actualiser, nous réapproprier, l'hypothèse stratégique de la « grève générale insurrectionnelle », comme projet de blocage du pays puis de réappropriation de l'outil de production qui débouche sur un affrontement entre la légitimité du mouvement des masses et celle de la classe dominante : il est clair qu'on ne fera pas l'économie de l'affrontement et de la rupture avec l'État, mais les formes exactes sont difficiles à prévoir. Cet affrontement généralisé, pour être victorieux, doit être préparé, nécessairement précédé d'expériences sous diverses formes : occupation/récupération d'entreprises, redémarrage de productions et de services, etc., sans doute articulées à des conquêtes de points d'appui, y compris institutionnels, avec des formes d'action combinant la grève de la production et les occupations, les blocages, expérimentées dans les mobilisations comme les Gilets jaunes, les grèves féministes, les ZAD, les soulèvements révolutionnaires dans les pays dominés...

La nécessité de faire le pont entre l'actualité objective de la révolution et la situation subjective dicte les conditions de notre activité politique. Elle impose de combiner la bataille pour l'unité, pour des fronts unis, politiques et sociaux, avec une démarche transitoire, un programme comportant un ensemble de propositions qui tracent une réponse anticapitaliste globale à la situation objective et des formes d'action basées sur l'auto-organisation démocratique des exploités et des opprimés.

3. POUR UN NPA INDÉPENDANT, ÉCOSOCIALISTE, UNITAIRE ET RÉVOLUTIONNAIRE

Il faut donc, en partant de l'existant, affirmer notre projet qui situe d'emblée notre parti comme une force de combat anticapitaliste, écosocialiste et unitaire. Il faut clairement nous positionner comme un parti qui intervient au sein du mouvement ouvrier, par rapport à la gauche en cours de reconstitution, malgré tous les désaccords stratégiques, pour y apporter une réponse révolutionnaire. Pour reprendre le Manifeste du Parti communiste, « Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers. [...] Les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui stimule toutes les autres ».

Des initiatives pour mettre en action notre camp, dans l'unité

Il s'agit, en premier lieu, pour notre organisation, d'être un levier pour une politique unitaire générale de mobilisation sociale et politique. Nous participons à la construction des différents mouvements de lutte, sur les lieux de travail, écologistes, antiracistes, féministes, internationalistes, LGBTI, contre l'extrême droite, contre les violences policières, etc., en respectant leur démocratie interne et leur dynamique propre, en vue d'obtenir des victoires, y compris partielles, qui permettent de redonner confiance et d'augmenter le niveau de conscience de notre classe. Partout, nous cherchons à créer ou à renforcer des cadres unitaires de lutte, rassemblant organisations et militants associatifs, syndicaux, politiques, pour discuter et agir. Nous intervenons dans ces mouvements en y défendant notre programme et en voulant convaincre le plus largement possible du bien-fondé de nos mots d'ordre, de nos revendications, de nos stratégies de lutte. Nous poussons à l'articulation de tous ces mouvements en vue de construire un grand mouvement d'ensemble de notre classe contre le patronat et le pouvoir, le gouvernement à son service.

Nous prenons aussi des initiatives pour construire les luttes. Sur certains terrains comme les violences sexistes, le racisme et les violences policières, les questions internationales, nous avons souvent la responsabilité d'être une des rares organisations politiques à être présente. Ce n'est pas un hasard, c'est parce que nous formulons une politique pour l'auto-organisation face aux logiques institutionnelles.

Notre courant s'est toujours particulièrement illustré, et doit continuer à le faire, dans la lutte pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, contre les logiques campistes, impérialistes ou ouvriéristes. Telle est la politique que nous défendons, par exemple, en solidarité avec les Ukrainien-nes, et leur droit à la résistance armée et non armée face à l'agression impérialiste de la Russie de Poutine.

Nous devons aussi prendre des initiatives dans les luttes syndicales, encourager les grèves, les actions et leur coordination, tout en prenant garde à ne pas être substitutistes, à ce que les cadres démocratiques reposent réellement sur des collectifs et ne se construisent pas contre les organisations syndicales.

Enfin, nous devons être à l'initiative d'un combat unitaire contre l'extrême droite, appuyé sur les secteurs militants déjà existants. Face à l'extrême droite, nous considérons qu'il faut à la fois un projet alternatif au capitalisme qui donne un espoir dans une société solidaire et un combat pied à pied contre ses organisations et ses militants. L'extrême droite se renforce, il faut organiser dans les villes des collectifs unitaires de vigilance et de combat pour l'empêcher d'arriver au pouvoir et pour combattre l'influence de ses idées dans toutes les sphères de la société, y compris dans nos luttes.

Un parti en dialogue et en confrontation avec la gauche

Ces orientations ont été au cœur de la campagne de Philippe Poutou, articulées à la perspective de la reconstruction des outils d'organisation et de défense de notre classe, y compris sur le plan politique. Cette dernière a également permis de défendre à une large échelle la nécessité de la rupture avec le capitalisme, pour construire une autre société débarrassée des oppressions et de l'exploitation. En nous positionnant comme l'aile marchante du combat contre l'extrême droite et contre Macron, cette campagne nous a permis d'avoir l'oreille de millions de personnes, notamment dans la jeunesse, d'organiser des meetings parfois massifs et de recruter à notre organisation. Des camarades estimaient que cette orientation pouvait être défendue sans candidat. Mais d'autres, qui se revendiquent aujourd'hui de la campagne Poutou, étaient en désaccord avec cette orientation, rejetant même, pour certains, la candidature de Philippe car il aurait selon elles et eux incarné une politique de compromission avec les réformistes du fait des campagnes unitaires Bordeaux en luttés et aux élections régionales.

Cependant, le score a été limité, de même que notre croissance militante, confirmant qu'il existe un milieu important qui se situe entre nous et la FI, ne veut pas choisir, apprécie fortement nos idées à la condition que nous nous situions dans le cadre de l'unité. Cela nous donne des responsabilités vis-à-vis de ce milieu très large que nous côtoyons dans les luttés.

À l'issue de la présidentielle, contrairement à 2017, la FI a su prendre l'initiative et imposer son hégémonie à gauche, ce qui s'est concrétisé par la NUPES. Le centre de gravité de la gauche française s'est ainsi déplacé du social-libéralisme de Hollande à l'anti-libéralisme de Mélenchon. L'existence d'une opposition au pouvoir, à gauche, et d'une critique visible du capitalisme néolibéral, peut redonner confiance, en particulier dans des secteurs qui ne sentaient pas représentés, et suscite des dynamiques militantes.

Cependant, cet espoir est mélangé avec des illusions, notamment institutionnelles, et la dynamique autour de la NUPES est fragile et variable en fonction des endroits.

Il s'agit donc d'assumer et de poursuivre notre orientation unitaire. Là où il existe des structures dynamiques, militantes, ouvertes, nous les rejoignons, pour y mener notre politique de combat unitaire et y faire vivre nos perspectives révolutionnaires. Dans d'autres endroits, nous poussons à la création ou au renforcement de cadres de discussion et d'élaboration d'une politique de front unique pour préparer les affrontements à venir sur les terrains des salaires, des retraites, de l'urgence climatique ainsi que de la lutte contre l'extrême droite. Cette politique est menée en toute indépendance et n'implique ni de rejoindre la FI ni une dilution de l'organisation dans le cadre de la NUPES qui n'est pas un cadre militant permettant l'élaboration d'une politique nationale (au-delà des échéances électorales) unitaire de confrontation de masse. Cette politique peut être popularisée avec le slogan « gauche de combat ». Elle s'exerce sur le terrain des luttés et des mobilisations mais aussi sur le terrain électoral, et combine disponibilité pour agir dans l'unité et défense de notre programme. Pour cela, nous déployons notre politique, notre programme, nos mots d'ordre, y compris quand ils illustrent des désaccords importants et stratégiques avec les réformistes (rapport à l'État, aux institutions, l'analyse que nous faisons du rôle de la police et de l'armée, la place de l'internationalisme et de l'anti-impérialisme) tout en menant le travail unitaire de front.

La campagne de Philippe Poutou s'est placée dans la continuité de notre politique révolutionnaire et non sectaire, en discussion et en confrontation avec le reste de la gauche antilibérale. Aux élections législatives, les désaccords importants avec la FI, qui auraient pu se gérer dans le cadre d'un accord nous laissant une liberté de parole, sont devenus ingérables par l'intégration d'ÉELV et du PS dans l'accord ainsi que le refus de nous accorder des circonscriptions nous garantissant une voix audible dans cette bataille. Ces courants, avec le PC, aspirent à revenir à la gestion des affaires de la bourgeoisie et font le jeu de la classe dominante sur la laïcité, la police et le racisme.

Après les législatives, les contradictions de la FI se sont exprimées de manière visible : sur le positionnement face aux agressions sexistes, sur les questions internationales, sur les rapports d'appareil conflictuels avec les organisations syndicales... Ces problèmes sont profonds dans la FI et sont liés à ses rapports aux institutions, ils apparaissent clairement quand elle gère une ville ou une région. Il faut s'attendre à ce que, selon l'évolution de la situation, les secousses soient plus fortes et débouchent sur des déchantements politiques. Des prises de position politiques de Mélenchon sont clivantes et le déficit démocratique interne de la FI aggrave les choses.

Nous devons être en dialogue en cherchant à nouer, ou à consolider, des liens avec des militant·es, dans et autour de LFI. Beaucoup se sont reconnus dans le slogan « Mélenchon dans les urnes, Poutou dans la rue » ce qui nous confère une place politique plus importante que notre résultat électoral.

Dans ce dialogue, la question des élections fait partie de la discussion stratégique, en ayant conscience que le terrain électoral ne nous est pas favorable et que le rapport de forces y est clairement en notre défaveur par rapport aux réformistes. Nous combattons les illusions institutionnelles qui laisseraient croire que nous pourrions révolutionner la société grâce à l'action parlementaire. Mais nous ne sommes pas indifférents à la cristallisation des rapports de forces dans le cadre électoral, et nous considérons en outre que des élus anticapitalistes seraient utiles aux luttés et aux mobilisations, ainsi qu'à la critique du fonctionnement et de la nature des institutions bourgeoises. Face aux tendances à l'intégration par les institutions et à la bureaucratisation, nous défendons le maintien de liens forts entre les secteurs militants et les cadres institutionnels, le fait de ne pas laisser les agendas institutionnels dominer, et des garde-fous comme le contrôle, la révocabilité, le reversement des indemnités, la limitation des mandats, le fait de garder un pied dans le travail, etc.

Vers un parti révolutionnaire large

La dernière séquence électorale a également montré une désaffiliation de notre camp social, notamment dans les quartiers populaires et la jeunesse, avec la démocratie représentative. Les mouvements contre les violences d'État, les violences sexistes et sexuelles, les lois liberticides, le changement climatique et les projets inutiles et destructeurs révèlent l'émergence d'une nouvelle prise de conscience politique construite à partir de l'expérience quotidienne qui s'appuie sur des

éléments d'auto-organisation. Le NPA doit être un parti disponible à ces radicalités qui s'expriment dans la lutte des classes et qui se construisent souvent en dehors du mouvement ouvrier traditionnel.

Nous défendons l'existence d'un courant marxiste révolutionnaire ouvert et notre objectif stratégique est la construction d'un parti révolutionnaire de masse, outil nécessaire pour renverser le capitalisme. D'ici là, il peut y avoir de nombreuses médiations possibles, avec des organisations politiques très diverses. Le NPA en constitue une, avec ses particularités, ses acquis et ses faiblesses. Même s'il n'est pas arrivé à atteindre son objectif initial de créer un parti ayant une influence de masse et regroupant les anticapitalistes et les révolutionnaires, il demeure un outil précieux qui a su intégrer les nouvelles expériences dans la lutte des classes : des Bonnets rouges aux Gilets jaunes, sur les luttes internationalistes, contre le racisme d'État, féministes, LGBT, écologistes, sur le rapport à l'État et au rôle de la police...

Les conditions pour fonder une nouvelle organisation qui pèse beaucoup plus politiquement que le NPA, qui compte beaucoup plus de militants, bref qui permette de franchir un saut qualitatif dans la construction du parti, ne sont toujours pas réunies. Pour autant, le NPA, comme tout parti, n'est pas pour nous une fin en soi. Il nous faut afficher notre disponibilité à le dépasser et être attentif aux évolutions qui peuvent être rapides et aux possibilités qui pourraient se présenter, dans un contexte d'accélération des conflits de classe.

Parmi les organisations politiques de la « gauche radicale » que le NPA rencontre, quelques-unes, très petites, sont disponibles pour créer une organisation anticapitaliste indépendante commune. Nous poursuivons la discussion avec elles tout en ayant conscience qu'elles ne représentent pas des forces suffisantes pour justifier le dépassement du NPA.

4. CONSTRUIRE UN PARTI UTILE À NOTRE CLASSE

Actualiser le projet fondateur du NPA

Les coordonnées de la situation politique ne sont plus les mêmes que celles qui ont présidé à la création du NPA. Si nous avons eu raison de tenter, nous ne pouvons plus à ce stade continuer comme avant.

Le NPA a été bâti comme un outil pour occuper et élargir un espace anticapitaliste alternatif à une gauche de gestion gouvernementale devenue l'agent du libéralisme et à un PCF moribond. Dans une période de remontée des luttes (sociales, altermondialistes, féministes...), le NPA voulait rassembler et organiser massivement les militant·es issu·es de ces luttes et ouvrir un espace de rupture anticapitaliste. Rassembler largement les anticapitalistes et maintenir un horizon stratégique révolutionnaire, tel était le pari audacieux que nous avons fait. Très vite, nous sommes entré·es dans une nouvelle période de dépression des luttes (défaite du mouvement social sur l'ensemble des grandes batailles des années 2010...), de montée des forces réactionnaires et d'accentuation de la fragmentation de notre camp. Nous avons été confronté·es à l'émergence de forces réformistes (Front de gauche, puis France insoumise), portant l'objectif de rupture antilibérale. L'ensemble de ces facteurs ont constitué les raisons majeures des difficultés du NPA.

Le NPA a su malgré tout capter différentes radicalités et porter un programme de rupture avec le capitalisme, appuyé sur les luttes, alliant choix tactiques et boussole stratégique.

Cela ne nous dispense pas de réfléchir aux faiblesses auxquelles nous devons remédier : renouvellement de notre culture militante, difficultés par rapport à la tactique et aux dynamiques électorales, gestion des désaccords profonds qui ont pu exister, tant sur le projet initial du NPA que sur des questions auxquelles nous n'étions pas préparé·es.

Même si le NPA reste aujourd'hui une organisation politique reconnue, c'est une force politique anti-néolibérale qui occupe centralement l'espace politique à gauche. La FI polarise l'essentiel des militant·es les plus à même de construire un projet émancipateur, anticapitaliste, que ce soit dans la jeunesse, les quartiers populaires, les mouvements sociaux.

C'est à partir de ce constat que nous devons envisager la période qui s'ouvre et les tâches pour notre parti.

Nous poursuivons l'objectif de la construction d'un parti révolutionnaire de masse, auquel notre courant versera son expérience et ses acquis stratégiques. Mais contrairement à la période de sa fondation, nous constatons que ce parti devra se construire non seulement dans le cadre d'expériences de masse dans lesquelles des clarifications auront lieu, mais aussi en interaction/confrontation avec les autres courants de gauche. Nous voulons actuellement représenter l'aile la plus combative et subversive dans le cadre d'une unité du prolétariat, et le parti sera le fruit de décantations, de regroupements sur la base des problèmes politiques qui se posent dans l'action. Notre objectif est alors de nous regrouper avec des milliers de personnes, issues d'autres organisations ou non, pour construire un parti révolutionnaire large.

Construire un NPA implanté dans les classes populaires et la jeunesse

Cet objectif de la construction d'un parti révolutionnaire ne s'oppose pas à la construction du NPA tel qu'il est aujourd'hui, au renforcement de ses structures, face aux forces centrifuges qui le travaillent.

Nous voulons construire un parti implanté et légitime au sein du prolétariat : nous avons besoin d'une organisation qui existe dans les entreprises et réalise un travail spécifique dans ce sens. Ainsi, nous devons continuer la reconstruction de la Commission d'intervention sur les lieux de travail comme structure de débats et de construction de notre activité dans les boîtes notamment. Nous devons y échanger sur les problèmes syndicaux, sur l'état d'esprit dans le monde du travail, sur la construction des luttes et des initiatives que nous pouvons prendre.

Dans la jeunesse, un débat doit s'engager sur les priorités d'intervention. En effet, notre objectif ne peut pas se limiter à la formation et la propagande, notre courant dans la jeunesse devrait être au premier rang des luttes internationalistes, de la construction des organisations de jeunesse syndicales, antifascistes, antiracistes, féministes, LGBTI et pour le climat.

Dans les quartiers populaires et particulièrement dans les populations racisées, nous devons réussir à nous implanter pour être partie prenante des batailles qui ont lieu régulièrement, qui sont d'une grande importance politique face à l'État et à l'extrême droite. Pour cela, l'intervention dans les quartiers populaires doit redevenir une priorité d'intervention, centralisée, de l'organisation. Un des enjeux cruciaux est de se lier davantage avec les organisations de l'antiracisme politique déjà existantes.

Nous voulons participer activement à tous les mouvements sociaux contre les oppressions, y représenter une aile marchante, déterminée et radicale, comme nos commissions réussissent plutôt à le faire actuellement.

Les commissions de l'organisation sont un lieu essentiel de mutualisation et de centralisation des expériences, mais aussi d'élaboration. Une élaboration qui sert non seulement à armer les militant-es de l'organisation et à développer des axes programmatiques, mais aussi à mener des discussions et à défendre des propositions au sein des cadres unitaires de mobilisation. Il s'agit d'être un acteur des débats qui traversent la société, et de participer à la construction d'une contre-hégémonie face aux idées réactionnaires dominantes.

Nous devons également renforcer notre dispositif de formation politique. Notre écho nous permet de nous adresser à des milliers de personnes qui parfois restent autour de l'organisation, parfois y passent pour quelques mois ou y militent pour une longue durée. La commission nationale formation doit être une priorité, avec l'organisation de stages nationaux et locaux, et de formations ouvertes.

Enfin, afin d'élargir nos débats aux expériences qui ont lieu dans le monde entier, nous avons besoin de fortifier nos liens avec la IVe Internationale, de renforcer et collectiviser notre participation à ses activités, en particulier dans la jeunesse, de nous enrichir de ses débats et élaborations, mais aussi de discuter des formes de ce travail commun, et d'initier un processus de discussion quant à la formalisation de nos relations avec la IV.

Faire vivre le NPA et ses structures est indissociable du renforcement de l'implication et la participation de ses militantes dans les structures syndicales, associatives, et les collectifs divers. Être implanté dans son milieu, sur son lieu de travail, sur son lieu d'études ou son lieu de vie, passe par la participation active dans les organisations de masse qui contribuent à le structurer. Dans la jeunesse, et particulièrement dans les lycées et les universités, notre organisation pousse à la participation ou à la constitution d'organisations de masse si elles n'existent pas. Il s'agit pour notre parti d'avoir des militantes capable d'organiser, en particulier depuis les lieux d'études, des pans significatifs de la jeunesse à partir de ses préoccupations (précarité, conditions de vie et d'études, justice climatique, antiracisme, antisexisme...). Dans ce secteur aussi, les effets de la précarisation, de la fragmentation généralisée de la société, aggravés par les conséquences de la pandémie de Covid-19 se font sentir. Dans la jeunesse, le NPA porte une politique volontariste d'unité des organisations étudiantes et lycéennes pour amplifier et organiser la colère.

Mettre fin à la balkanisation de l'organisation

Un parti utile à ses militant-es et à la classe des exploité-es doit être un lieu d'élaboration, de bilans d'expériences communes, un intellectuel collectif capable de développer des analyses et de construire des interventions en phase avec les dynamiques réelles de la lutte de classe. Nous avons besoin d'un outil politique capable d'élaborer, de réfléchir librement, nous avons besoin de souplesse tactique, d'expérimentation, mais aussi de mise en commun de nos expériences pour en tirer collectivement les enseignements.

Toutes choses que le NPA ne permet pas, aujourd'hui, de faire : direction sclérosée, réflexes d'appareils de chaque groupe, faiblesse de la centralisation du travail concret, formation et débats théoriques très faibles... La confiance en notre propre force, au niveau local comme national, est fortement érodée.

Nous devons résister à la tentation de préserver l'appareil comme une fin en soi, tant il est illusoire de penser que le NPA pourrait continuer d'exister tel qu'actuellement. Sans changement radical, il peut mourir petit à petit, démoralisant les uns, faisant croire à d'autres qu'ils progressent à petits pas sur la route de la constitution du parti révolutionnaire.

En effet, les fractions poussent à un isolement sectaire et identitaire en ne voyant dans les autres organisations non-révolutionnaires du monde ouvrier que des adversaires politiques à combattre en tout temps et en tout lieu et en prolongeant cette vision dans les désaccords internes. Toute tentative d'actualiser nos acquis programmatiques pour répondre à des questions nouvelles est ainsi taxée de réformisme voire de trahison.

Les questions organisationnelles sont un concentré de choix politiques. Nous devons prendre acte que l'existence de fractions permanentes est en fait la juxtaposition d'organisations différentes porteuses de projets politiques différents, voire contradictoires.

Dès lors, le maintien dans une seule organisation est purement artificiel. Nous devons soit acter cette séparation qui existe déjà de fait, soit mettre en place des mesures capables de reconstituer un vrai parti. La nature de ces mesures peut faire l'objet de discussions lors du congrès, il ne s'agit pas de mesures administratives mais bien d'un accord politique pour établir un certain niveau de démocratie centralisée qui autorise un droit de tendance et un droit de fraction mais limite les structures organisationnelles concurrentielles à celles du NPA et l'expression publique systématique de micro-partis qui n'ont d'appartenance au NPA que l'utilisation de son logo.

Il ne s'agit pas d'un positionnement de principe (nous ne sommes pas opposé-es au droit de fraction) mais de rétablir un fonctionnement fondé sur le centralisme démocratique, à prendre acte de l'état de dégradation des relations militantes et des divergences, désormais figées, des orientations menées par les fractions d'une façon concurrente à celle du parti.

CONCLUSION

Le NPA doit retrouver son ambition initiale : cela signifie se redéployer, s'adresser largement aux milliers de personnes qui se sont reconnues dans les campagnes Poutou, qui participent aux collectifs de luttes syndicales, écologistes, féministes, antiracistes, mais aussi comprennent nos critiques radicales du capitalisme et des organisations intégrées au système ; cela signifie fusionner avec toutes ces expériences pour construire un parti de masse, un parti qui pèse réellement sur les événements politiques.

Nous voulons provoquer un choc qui transforme le NPA afin de lui donner la possibilité d'intervenir réellement dans la lutte des classes. Nous avons des acquis considérables, comme notre support programmatique, notre écho, notre reconnaissance, nos campagnes présidentielles qui nous ont donné une notoriété. À nous de ne pas dilapider cet héritage !

Résolution sur l'orientation féministe

La situation globale est caractérisée par des crises : crise du Covid, crise climatique, crise économique, guerre en Ukraine... Les femmes sont souvent en première ligne de ces crises : face au Covid elles constituent la majorité des soignantes, face aux crises climatiques elles sont les premières impactées, face aux crises économiques, notamment sur la question du pouvoir d'achat, elles sont encore une fois plus précaires (temps partiels imposés, inégalité salariales, soins aux enfants), dans les situations de guerre elles subissent les viols de guerre puis l'impossibilité de pouvoir avorter.

Au niveau international, une nouvelle vague de mobilisations féministes s'est développée depuis la moitié des années 2010. Cela entraîne des contradictions avec à la fois des luttes massives qui permettent des victoires comme en Argentine, en Colombie ou au Mexique où le droit à l'avortement a été arraché, et à la fois des attaques et des reculs notamment au niveau de l'accès à l'IVG comme on a pu le voir aux Etats-Unis, en Pologne etc.

En Iran, à partir de la question du port du voile obligatoire et le meurtre de Masha Jinah Amini il y a un mois, la lutte est devenue un vaste mouvement de la société Iranienne dans son ensemble contre le régime. Si on ne peut pas encore présumer de la suite en Iran tant la répression est féroce, on le voit, les luttes féministes peuvent entraîner des mouvements globaux. Les femmes ont également été une force motrice dans la révolution soudanaise qui continue.

La crise du Covid ayant eu également pour effet de révéler la place centrale des femmes, souvent racisées, dans les secteurs essentiels, les questions d'inégalité salariale et de conditions de travail ont provoqué les mobilisations du 22 septembre dans la santé - secteur particulièrement féminisé - et le 29 septembre interprofessionnelle où des secteurs féminisés tels que l'éducation nationale étaient également largement mobilisés.

En France et ailleurs, les mobilisations se construisent autour de dates clefs comme le 28 septembre, journée internationale de lutte pour le droit à l'avortement, le 25 novembre, journée internationale de luttes contre les violences faites aux femmes, le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, mais aussi d'autres dates en fonction des réalités locales et historiques, comme en Suisse le 26 juin pour la grève féministe.

Dans ces nouvelles mobilisations, les mots d'ordre des mobilisations féministes s'articulent donc majoritairement autour de trois dimensions : 1/ la question de l'accès et l'extension des droits reproductifs (IVG, PMA, droits des personnes trans), 2/ celle de la lutte contre les violences dans toutes les sphères de la société et 3/ la question des inégalités salariales ou dans la prise en charge des tâches domestiques.

Le NPA poursuit son orientation de construction d'un mouvement féministe large et unitaire autour de ces différentes échéances au niveau local et national. En particulier il fait tout pour favoriser la convergence des différentes générations de féministes, qui peuvent souvent porter et exprimer des revendications, notamment autour du droit de disposer de son corps, de façon différente – du moment que l'inclusivité dans le mouvement n'est pas remise en question. Il oeuvre également à la construction collective de la grève féministe par les syndicats et le mouvement féministe. Dans cette perspective, des camarades du NPA participent aussi bien aux structures traditionnelles du mouvement (collectifs unitaires, commissions syndicales, associations...) qu'à la coordination féministe nationale et à ses déclinaisons locales.

La solidarité internationale sur la question de l'IVG notamment avec les femmes des USA, de Pologne, des Ukrainiennes réfugiées et avec les femmes dans les vastes mouvements populaire comme en Iran et Soudan, doit être présente dans toute notre apparition féministe. De façon symétrique, la question féministe doit apparaître de façon transversale dans notre intervention sur les questions internationales, sociales, etc... Il en va de même pour les mobilisations du monde du travail qui ne manqueront pas d'émailler les prochains mois : la question féministe doit y être articulée.

Autour de la grève féministe du 8 mars les camarades du NPA prendront appui sur les appels syndicaux pour expliquer la notion de la grève féministe sur les lieux de travail; iels promouvront l'appel dans les universités, et dans la mesure du possible par les collectifs locaux. Des efforts d'explication doivent être faits pour convaincre que c'est une grève qui concerne toutes les femmes, toutes celles sans lesquelles la société dans ensemble (y compris la sphère domestique) ne fonctionnerait plus.

En même temps sur la question des violences, en plus de la mobilisation autour du 25 novembre (dans certaines villes et notamment en région parisienne Nous Toutes appelle pour le 19 novembre), cette rentrée est marquée par un "Me Too politique" et notamment les réactions catastrophiques de certains dirigeants de la France Insoumise ou d'EELV. Tout en participant au cadre interorganisations sur les VSS, le NPA se démarque de ces pratiques. S'il nous reste des progrès à faire, notre prise en charge des VSS au sein de notre organisation a pour priorité l'écoute et le soutien des victimes, la transparence dans la procédure etc. Notre priorité est d'abord la prise en charge des VSS et le soutien aux victimes et non la réputation du parti, le traitement de ces violences font avancer l'ensemble de l'organisation il ne faut donc ni les minimiser, ni les cacher. Nous sommes persuadées que c'est cela qui permettra de donner aux femmes et à toutes les personnes victimes de violences sexistes et sexuelles toute leur place dans notre organisation.

Motion sur la prise en charge des violences sexistes et sexuelles (VSS) au sein du NPA

Notre organisation n'étant pas en dehors de la société, il peut malheureusement s'y produire, comme ailleurs, des violences sexistes et sexuelles auxquelles nous sommes tenues d'apporter des réponses pratiques et politiques.

La première action à entreprendre en matière de lutte contre les VSS est la prévention. Pour cela nous devons renforcer notre intervention féministe dans les comités, en particulier la formation

et la création de cadres de discussion féministe en mixité ou non.

Pour cela, le NPA met en place :

- Une formation de base obligatoire sur le féminisme au moment de l'adhésion.
- La distribution dans toutes les fédérations du 4 pages de formation sur les violences sexistes et sexuelles.
- Des formations régulières dans les fédérations, assurées soit au niveau local, soit par la CNIF en fonction des besoins.

besoins.

- Rappel des règles de consentement au moment des rencontres physiques de notre parti (UDT, formations).
- L'aide à la création de commissions féministes locales et le soutien pour la tenue de cadre non mixte lorsque les camarades en éprouvent le besoin.

Lorsque malheureusement la violence s'est produite, notre organisation doit être en mesure d'apporter des réponses collectives et politiques qui auront des conséquences pratiques pour assurer la sécurité des victimes et de l'ensemble de l'organisation.

Nos statuts disposent d'ores et déjà des éléments suivants :

Une commission de médiation (CM) est mise en place au congrès. Elle est paritaire femmes/hommes et inclusive de toutes les minorisées de genre. Lorsqu'elle est saisie, elle fait des propositions pour régler les problèmes qui lui sont soumis. Dans le cas où des sanctions sont envisagées, afin de permettre aux camarades de se préparer, ils/elles disposent d'un délai d'une quinzaine de jours minimum avant de rencontrer la commission. Dans ce cas également le délai entre la saisine et la notification des sanctions est de 6 mois maximum. Toutes les parties ont droit à un accompagnement par le/la/les camarade(s) de leur choix (3 camarades maximum). Elles sont également informées régulièrement de la progression de la procédure ainsi que de la mise à jour du dossier, dont la CM doit assurer la confidentialité. En cas de demande d'une des parties, la CM l'entend en séance plénière.

Cas particulier des violences sexistes : La CM est saisie par la victime ou par unE militantE du parti avec l'accord de la victime. Il y a présomption de véracité et d'innocence de la victime ce qui n'est pas contradictoire avec le fait d'assurer les droits à la défense de la personne accusée. En cas de saisine de la CM pour un problème de violences sexistes, et avec l'accord de la victime, des mesures conservatoires sont immédiatement prises (suspension de la présence en réunion, dans les cortèges et points fixes du parti (prise en charge du SO), des réunions unitaires...). Elles s'appliquent automatiquement, dès réception de la saisine par la CM, et du fait qu'il n'y a pas d'examen du dossier, ne constituent aucunement une indication de culpabilité. Le CE notifie la suspension à l'accusé et à son comité.

Le NPA décide de compléter ce dispositif par les mesures suivantes, qui ne sont ni contradictoires ni substitutives des démarches qui peuvent être entreprises dans la société civile ou vers la justice :

- Créer une cellule spécifique de prise en charge des VSS (CVSS), non-mixte, paritaire, élue par le congrès et distincte de la CM. Elle doit prendre en charge l'ensemble de la procédure dans les mêmes modalités que la CM. Elle sera spécifiquement formée pour traiter de ces questions-là et sera distincte de la CNIF.

- La formation systématique des membres de la CVSS en début de mandat et une fois par an sur les violences sexistes et sexuelles et en particulier l'accueil des victimes.

- Après mise en œuvre de notre procédure interne et en cas d'exclusion provisoire ou définitive pour VSS, les autres organisations syndicales ou associatives auxquelles appartient l'agresseur sont informées de l'accusation en termes généraux et des mesures prises.

- La CNIF/CVSS ou des cadres locaux (CIF, direction locale...) proposent systématiquement un cadre d'écoute des victimes en non-mixité.

- La CNIF/CVSS ou des cadres locaux aident à la rédaction des faits circonstanciés et à la caractérisation de ces faits.

- La CNIF propose systématiquement en lien avec la CM/CVSS une discussion dans les comités de l'agresseur et de la victime avec par exemple des formations mais aussi des discussions en non-mixité.

Concernant la réintégration d'agresseur ayant fait l'objet ou non d'une procédure de la CVSS, celle-ci ne peut avoir lieu qu'aux conditions ci-dessous :

- Reconnaissance des faits par l'agresseur, excuses présentées.

- Engagement de l'agresseur dans un processus de formation interne ou externe sur les VSS.

- Engagement de réparation matérielle auprès de la victime : prise en charge des frais engagés (psy, médecins, frais en cas de séparation dans les violences conjugales...) à fixer via les recommandations de la CM.

- Engagement de l'agresseur dans une démarche personnelle pour comprendre et prévenir l'apparition de comportements violents (suivi psychologique etc.).

- Pas de tâches de représentation du parti ou de direction pendant une durée proposée par la CVSS.

- Travail en bonne intelligence avec la victime pour la gestion des "points de contacts" (réunions, AG, manifestations...) ; si la victime en exprime le besoin alors l'agresseur doit se mettre en retrait de ces occasions.

- Avant toute réintégration, l'agresseur est auditionné par 3 camarades conjointement (un.e membre de la CVSS, un.e membre du CE, une membre de la CNIF). Suite à cette discussion, la réintégration est soumise ou non au comité dans lequel la réintégration est demandée.

- Dans les cas où cela serait possible, la réintégration des camarades concernés pourrait être notifiée aux autres organisations (syndicales et/ou associatives) dont le camarade fait partie, en indiquant que cette réintégration se fait dans le cadre de notre protocole.

Résolution « Une orientation anticapitaliste dans les luttes LGBTI »

1) NOS CONDITIONS DE VIE :

Depuis ces dernières années, le mouvement LGBTI a obtenu des avancées législatives, parallèlement accompagnées de nombreuses offensives contre nos droits.

1.1) Des avancées législatives...

La loi de 2016 a permis le changement de la mention de sexe à l'état civil sans besoin de preuves médicales, même si des tribunaux les réclament encore. En 2021, l'ouverture de la PMA aux couples lesbiens et l'interdiction des thérapies de conversion ont été votées.

Cependant, nous observons que ces avancées demeurent insuffisantes voire discriminantes, que ces lois sont mal appliquées, que l'accès aux droits est inégal selon les territoires. Leur application est souvent empêchée par la pression de l'extrême droite et des réactionnaires. Ayant d'abord ciblé les homosexuel·le·s lors des débats autour du mariage pour tou·te·s en 2013, ces réactionnaires visent à présent les personnes trans en tentant de rétablir les thérapies de conversion, en créant des paniques morales et en faisant du lobbying auprès du gouvernement.

Ces avancées ne sont que partielles et divisent les LGBTI. La loi bioéthique interdit aux personnes trans l'accès à la PMA. L'arrêt des mutilations sur les personnes intersexes est systématiquement refusé à l'Assemblée nationale. Telle est la politique menée par un gouvernement qui est ouvert à plusieurs personnalités politiques homophobes (Darmanin, Cayeux, Béchu, Lecornu...).

1.2) Des niveaux de vie différents mais des expériences communes des oppressions LGBTIphobes :

La population LGBTI n'est pas homogène et est répartie sur diverses couches sociales. Néanmoins, la majorité des personnes LGBTI sont des travailleur·euse·s. Les LGBTI existent collectivement comme groupe opprimé, c'est-à-dire éloigné des moyens de production, par la précarité et le chômage, mais aussi des moyens de reproduction comme la famille.

La classe ouvrière est différemment produite et de fait, la valeur de la force de travail des fractions les plus précaires des LGBTI est minimisée. Ce qui contraint beaucoup d'entre nous à être exclu·e·s du salariat, à travailler dans des secteurs informels comme le « travail du sexe » (ou prostitution), à des contrats précaires ; mais également à un accès différencié aux moyens de reproduction. Pour les LGBTI les plus pauvres, l'accès aux droits sexuels et reproductifs (conservation de gamètes, procréation assistée, accès aux hormones et aux chirurgies) en est affaibli.

Mais notre oppression n'est pas qu'économique et sociale. Selon l'ONG Transgender Europe, 331 personnes trans ont été assassinées entre le 1er octobre 2018 et le 30 septembre 2019 (3 314 depuis 2008). Des femmes trans, « travailleuses du sexe », ont été assassinées ces dernières années comme Vanesa Campos ou Jessyca Sarmiento. Selon SOS Homophobie, les plaintes pour délits et crimes LGBTIphobes ont doublé (+ 106 %) entre 2016 et 2021. En France, il est difficile d'avoir des chiffres sur les agressions LGBTIphobes autrement que par les dépôts de plaintes, mais la réalité est plus alarmante sachant que quatre LGBTI sur cinq ne portent pas plainte en cas d'agression. Dans sa dernière étude sur les tentatives de suicides chez les LGBTI en 2014, SOS Homophobie indique que 0,9 % des hommes homosexuels ont déjà tenté de se suicider contre 0,3 % des hommes hétérosexuels, ce chiffre atteint 2 % chez les femmes lesbiennes contre 0,4 % chez les femmes hétérosexuelles et il monte à 18 % chez les personnes trans, les plus touchées par les tentatives de suicide.

2) NOTRE INTERVENTION

2.1) Où en est le mouvement LGBTI aujourd'hui ?

Plusieurs stratégies coexistent au sein du mouvement LGBTI. La stratégie réformiste est présente dès le début des mouvements de libération dans les années 70 – et elle s'accélère au cours des années sida – autour d'une politique de lobbying et d'interpellation des parlementaires. Si elle a pu obtenir plusieurs succès (dépénalisation des lois sur l'homosexualité, mariage pour tou·te·s, évolution des discours au sein du mouvement social sur les questions LGBTI...), son discours en faveur de l'intégration au système capitaliste bénéficie davantage aux personnes LGBTI aisées qu'aux plus défavorisées (issues des classes populaires, racisées, trans, migrantes, etc.). Elle empêche une critique en profondeur du capitalisme, favorise la marchandisation des Prides et le pinkwashing. De plus, l'écroulement du PS a rendu plus difficile la politique de lobbying vis-à-vis des institutions, LREM oscillant entre « progressistes » et LGBTIphobes, le plus souvent au profit de ces derniers.

En face, une orientation plus radicale, méfiante envers l'État et ses institutions, existe depuis les premiers mouvements politiques LGBTI. À l'heure actuelle, elle se définit comme intersectionnelle, ouverte à l'articulation entre LGBTIphobies et racisme, mais également indépendante de l'Inter-LGBT (qui incarne la posture intégrationniste). Elle a permis de politiser toute une génération militante en mettant au jour les schémas de domination au sein des communautés LGBTI. Ses limites sont qu'elle tend à poser les questions politiques en termes individuels, autour notamment de la question des privilèges, c'est-à-dire des bénéfices que tire une personne de sa position dominante. Il ne s'agit alors plus de construire un mouvement de masse et large, pour gagner de nouveaux droits, mais uniquement des petits collectifs, plus radicaux et « safes » que les autres – et souvent éphémères. En découle une volonté de mettre à distance les syndicats et partis du mouvement ouvrier, ce qui s'explique d'autant plus par l'absence de campagnes politiques et de présence sur le terrain sur les questions LGBTI du mouvement ouvrier et de ses orga-

nisations.

Le mouvement LGBTI est donc aujourd'hui à un carrefour. Le réformisme et le lobbyisme utilisé par l'inter-LGBT ont montré ces dernières années leur inefficacité alors que, de l'autre, la course à la radicalité sans stratégie réelle n'a pas été beaucoup plus efficace.

2.2) Notre intervention dans le mouvement

Le NPA doit continuer son objectif de construire un mouvement large et unitaire au niveau national et local. Il est de notre rôle, en tant que parti révolutionnaire, d'être force de proposition. De visibiliser notre hypothèse communiste, dans un moment où les forces réformistes comme la FI délaissent les questions LGBTI. Car ces mouvements mobilisent massivement – notamment les jeunes – et ont créé un réseau associatif important – construit nationalement et localement par des personnes concernées, des professionnel·le·s de santé et l'intégration d'organes féministes.

Nous sommes dans un contexte où le mouvement LGBTI possède la potentialité d'être fort, mais à la condition qu'il accepte la transformation révolutionnaire de la société, et par conséquent l'alliance avec le mouvement ouvrier. Notre parti a proposé un programme, il lui faut maintenant être présent sur le terrain pour structurer ce mouvement. Le mouvement ouvrier n'en sera que plus fort si nous parvenons à mobiliser cette partie de notre classe.

Notre stratégie, c'est de faire front et tenir tous les bouts en même temps. Tenir les bouts entre mouvement ouvrier et mouvement LGBTI, tenir les bouts entre "groupes radicaux" et Inter-LGBT, tenir les bouts entre mouvement LGBTI et mouvement féministe pour le droit à disposer de son corps librement. Ce n'est qu'ainsi que nous réussirons à entraîner l'ensemble du mouvement LGBTI dans la lutte contre le gouvernement, contre l'extrême droite et le fascisme, contre le capitalisme, et que nous gagnerons de nouveaux droits.

Dans le contexte de la montée de l'extrême droite, les forces réactionnaires ciblent les LGBTI. Nous l'avons vu lors des mobilisations contre le mariage pour tous, nous le voyons aujourd'hui dans les offensives anti-trans qui tentent de diviser nos mouvements sociaux. L'évolution de la réaction nous force à adapter notre intervention car fortifier le mouvement LGBTI devient une revendication antifasciste. Contre la marginalisation des questions LGBTI, nous affirmons que défendre les revendications du mouvement LGBTI, c'est défendre les droits d'un des groupes les plus opprimés au sein des classes populaires.

3) NOTRE ORIENTATION

Notre texte d'orientation générale propose trois axes principaux d'intervention :

3.1) La question de la libre disposition de nos propres corps.

Nous devons revendiquer l'amélioration de l'accès des droits reproductifs et leur extension, c'est-à-dire la PMA pour tou·te·s, le remboursement par la sécurité sociale de tous les frais de transitions, la libre disposition de nos gamètes. Nous nous battons également contre les violences médicales, notamment les thérapies de conversion et les mutilations à l'encontre des personnes intersexes.

3.2) Contre l'extrême droite et les réactionnaires.

Partout à travers la planète, un mouvement réactionnaire se cristallise contre les personnes trans afin de pouvoir attaquer ensuite les droits des femmes (notamment l'IVG), les droits des personnes LGBTI, comme on a pu le voir aux États-Unis. En France, elle prend notamment la forme de groupes « de réflexion », comme l'Observatoire de la Petite Sirène (qui mêle médecins, psychanalystes et ancien·ne·s militant·e·s de La Manif Pour Tous), ou de groupes pseudo-féministes. Ces groupes diffusent des tribunes, et font du lobbying auprès du gouvernement, des député·e·s, des institutions pour rétablir les thérapies de conversion contre les personnes trans, mais également pour empêcher toute transition, toute reconnaissance sociale de la transidentité.

Cette montée des idées transphobes a lieu en marge et en partie à l'intérieur du milieu féministe. Des groupes se structurent, en France et à l'international, en lien avec la droite réactionnaire, l'extrême droite et les fondamentalistes religieux, pour attaquer les droits des personnes trans. Sous couvert de défense des droits des femmes, ces groupes constituent une menace pour les personnes trans, mais aussi pour le reste de la communauté LGBTI et pour les femmes. Nous devons refuser et combattre cette instrumentalisation.

Nous devons redoubler de vigilance sur ces questions. Cela passe par un travail de veille, de formation dans nos organisations, de construction de cadres dans lesquels les personnes trans peuvent militer en toute sécurité, mais également de prise en compte de leurs problématiques. De la même façon, un travail spécifique de formation des services d'ordre pour apprendre à reconnaître les groupes transphobes, qui se font passer pour des organisations féministes « classiques » en manifestation, et comprendre leur politique devra être mené, afin que les personnes trans et leurs soutiens sachent qu'elles peuvent manifester en toute sécurité.

Dans le même temps, puisque les attaques sont mondiales, nous devons défendre une politique internationaliste : accueil et régularisation des sans-papiers et des migrant·e·s LGBTI, prise d'initiatives de soutien avec les LGBTI opprimé·e·s à travers la planète par l'organisation de rassemblements et de réunions publiques, etc.

3.3) Contre l'austérité.

Fortement exclu·e·s du salariat, nous sommes parmi les premier·e·s touché·e·s par les réformes de l'Assurance-Chômage. Nous revendiquons la fin de ces réformes, l'augmentation massive des salaires et des minimas sociaux, la fin de la précarité. De la même manière, le « travail du sexe » (ou prostitution) est aujourd'hui le seul moyen de subsistance pour nombre de personnes LGBTI, en particulier les personnes trans (et parmi celles-ci, les femmes trans, notamment migrantes), c'est

pourquoi nous nous battons pour l'abrogation de la loi de pénalisation des clients de 2016, contre le harcèlement policier. L'État doit créer des emplois dans les services publics, ouvrir des centres d'accueil pour les jeunes LGBTI rejetés par leur famille, mais également investir dans la formation et le recrutement des fonctionnaires et des agents de l'éducation nationale.

4) QUELLE PRISE EN COMPTE DES QUESTIONS LGBTI DANS NOTRE PARTI ?

Le NPA n'évolue pas hors de la société et est traversé par les rapports de domination, d'oppression et d'exploitation en son sein. C'est pourquoi la construction de notre parti comme un outil politique accueillant pour les personnes LGBTI et utile à leur intervention doit être un enjeu clé. La campagne présidentielle incarnée par notre camarade Philippe Poutou a donné une place aux questions LGBTI dans ses discours. Si de nombreux jeunes ont pu rejoindre le parti à l'occasion de celle-ci, il reste encore beaucoup à faire pour une prise en compte réelle des questions LGBTI dans notre organisation.

Pour cela, nous devons aussi porter une attention particulière à la préparation par tou-te-s de l'organisation des échéances spécifiques (Prides, Marches lesbiennes, Existransinter, Journée du Souvenir Trans mais également 25 novembre, 8 mars...). Un travail d'analyse et d'élaboration doit être mené en lien avec les autres commissions et en particulier la CNIF, les commissions santé, antifasciste, antiraciste, d'intervention sur les lieux de travail et formation. La rédaction des communiqués de presse, de notre matériel propre, d'articles pour l'Anticapitaliste hebdo et revue, de vidéos pour youtube et les réseaux sociaux doit être animée par la Commission LGBTI puis débattues et votées si nécessaire par les instances décisionnelles du NPA (CPN et dans l'impossibilité le CE) pour une réelle appropriation par les membres de la direction de notre parti.

La Commission LGBTI est donc mandatée pour animer l'intervention du parti sur ces questions. Pour cela, une meilleure coordination doit être mise en place avec le CE, le CPN, le BSJ, et les différentes instances locales de direction. Cela est indispensable pour construire l'apparition du NPA lors des différentes échéances. La réflexion entamée sur le fonctionnement de notre parti doit prendre en compte les oppressions spécifiques et les dominations existant au sein de celui-ci, en particulier ici les LGBTIphobies. Nous devons développer la prise en compte de ces problématiques dans la formation (en incluant les femmes, les personnes LGBTI et les jeunes dans la commission nationale de formation, en produisant du matériel, en finançant les trajets de formateur-ices pour répondre aux demandes...). La commission LGBTI souhaite avoir une démarche volontariste de formation auprès des différents comités.

Si cette politique ne peut être appliquée par l'ensemble du parti, alors les personnes LGBTI gagnées à notre parti s'en éloigneront.

Acter la séparation, continuer le NPA. Construire une organisation utile à notre camp.

Le processus du congrès, initié il y a plusieurs mois, a permis d'engager largement le débat sur l'avenir du NPA. Les débats ont été menés dans tous les cadres de notre organisation, dans ses instances de direction, les fédérations et regroupements régionaux et bien entendu les assemblées générales locales des comités, instance de base du NPA. Ce congrès est le moment de faire jusqu'au bout les bilans et d'en tirer les conséquences en matière de perspectives pour l'orientation que nous portons.

La première leçon de ce congrès est que des éléments d'orientation fondamentaux ont rencontré les suffrages d'une majorité des camarades, pour un NPA unitaire, indépendant et révolutionnaire, engagé dans une politique de front unique pour construire les mobilisations politiques et sociales de notre camp, le prolétariat. Des conceptions communes ont été votées par une majorité de camarades concernant la lutte contre les oppressions, leur caractère subversif dans la lutte anticapitaliste, leur insertion dans la lutte des classes tout en respectant leur autonomie. Il se dégage une majorité sur nos conceptions internationalistes, s'appuyant sur la construction des solidarités concrètes, sur l'importance de la question nationale et des nations sans État du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Et enfin de la nécessité d'une rupture révolutionnaire avec le capitalisme pour construire une société écosocialiste.

Cette orientation a été combattue de façon incessante par les fractions-organisations l'Étincelle, Anticapitalisme & Révolution et Socialisme ou barbarie et le courant Démocratie révolutionnaire, regroupés dans ce congrès dans une plateforme électorale commune. Leur démarche est la rupture avec ce qu'est le NPA depuis sa fondation, sa politique unitaire, son ouverture qui se conjugue à son programme anticapitaliste, cela pour construire un hypothétique front des révolutionnaires, regroupés autour d'un projet de dénonciation du réformisme, que nous jugeons identitaire et dogmatique.

De plus, à partir de l'expérience des dysfonctionnements actuels du NPA, notre congrès a fait émerger une série de débats qui se sont cristallisés autour de la question du parti que nous voulons construire. Il ne s'agit pas de remettre en cause le droit de fraction ou de tendance, qui sont des acquis démocratiques de notre tradition révolutionnaire. Mais nous refusons que, comme c'est le cas aujourd'hui, des fractions qui sont en réalité des organisations séparées transforment le NPA en un front d'organisations. Cela n'était pas le projet originel du NPA, et ce n'est pas plus le nôtre aujourd'hui. Le NPA est un parti qui s'est construit en tentant de s'inspirer du meilleur des traditions du mouvement ouvrier, pas de ses pires travers. Nous refusons le statu quo, nous refusons cette division permanente qui casse les possibilités de répondre aux enjeux de la période que nous vivons – une crise profonde du capitalisme.

Cela fait maintenant des années que nous alertons les différentes « fractions » publiques : en se comportant comme des organisations séparées, interne/externe, en mettant en œuvre de façon constante leurs politiques et ce quelques soient les quelques points d'accords ou de désaccords

avec l'orientation du NPA, celles-ci rendent impossible la vie commune dans le NPA dans une majorité des villes où les fractions existent, et les possibilités de son développement sur des bases claires et démocratiques. Nous refusons que cette dynamique mortifère se poursuive.

À partir de la motion et du travail des camarades du comité du Tarn, nous avons contribué à la création d'une commission paritaire de fonctionnement qui devait permettre de sérier l'ensemble des points permettant de retrouver une vie politique commune. Nous avons aussi tenté de trouver des solutions permettant d'intégrer au mieux les différents courants de notre organisation. Nous avons rappelé aux camarades qu'ils ont le droit de participer aux instances organisant la vie quotidienne du NPA, ce qu'ils n'ont fait jusqu'ici qu'avec parcimonie et souvent dans une logique de confrontation. Force est de constater que nous n'avons pas réussi à trouver d'accord général permettant au NPA de revenir à un fonctionnement normal, collectif et démocratique, tourné vers l'action commune. En réalité, les fractions publiques permanentes ont opposé soit une fin de non-recevoir, soit des manœuvres dilatoires, repoussant aux mois ou aux années suivantes, toute remise en cause de leur fonctionnement en organisation séparées : recrutements propres, trésoreries parallèles, fonctionnement dédoublé par rapport au NPA... Sur toutes ces questions, nous n'avons pas avancé d'un iota.

Puisque la fiction d'une organisation politique commune s'écroule, il est temps d'acter, avec l'adoption de ce texte, que nous sommes bien des organisations séparées. Cela veut dire que, suite à ce congrès, nous ne serons plus organisés ensemble au sein du NPA, même si nous devons cohabiter de façon transitoire pour quelques temps encore. En conséquence, nous n'élirons pas de direction commune avec la plateforme C dans le cadre de ce congrès. Nous souhaitons continuer à dialoguer avec les camarades qui veulent faire vivre le NPA comme une organisation vivante et démocratique, sans les « fractions » publiques permanentes.

Nous allons continuer nos vies séparément : d'un côté celles et ceux qui font vivre le NPA depuis des années, ses campagnes – notamment présidentielles –, ses instances démocratiques, son expression, la coordination de ses activités, sa librairie ; de l'autre des fractions qui ont déjà leur propre vie et sont en désaccord avec le projet qui a présidé à la fondation du NPA (même si elles se revendiquent de son logo).

Nous considérons que nous incarnons la continuité d'un courant politique, pour un anticapitalisme qui articule la défense des idées révolutionnaires et la nécessité de construire l'unité de notre classe. C'est ce courant qui a porté la LCR, puis le NPA, pour en faire un parti implanté et reconnu dans le paysage politique national et local. Nous ne pouvons dilapider cet acquis, et nous en revendiquons le nom et le drapeau.

Nous mettons en place une structure de type commission de contact pour discuter des modalités de la séparation. Au-delà, nous souhaitons construire de bonnes relations avec les camarades des fractions, en conservant un cadre de discussion dont le rythme reste à discuter, et en cherchant à travailler à des actions communes voire, à terme, se retrouver si elles sont prêtes à renoncer à leur sectarisme.

Ces prochaines semaines, ces prochains mois, nous continuerons à intervenir en assurant la continuité du NPA, dans la construction des luttes, notamment dans la bataille pour les salaires, contre la réforme des retraites et celle de l'assurance chômage. Nous continuerons à y faire vivre tout ce qui constitue l'ADN du NPA, la défense de mesures transitoires anticapitalistes, une pratique résolument unitaire, dont le centre de gravité n'est pas dans les institutions mais bien dans les mobilisations.

Motion antivalidisme

« Le validisme est un système d'oppression qui considère les personnes valides comme la norme sociale et politique, créant une idéologie, des violences et des discriminations envers les personnes handicapées qui entraînent souvent une exclusion sociale. »

En France, il y a 12 millions de personnes handicapées, porteuses de handicap ou en situation de handicap comme les premierEs concernéEs choisissent de se définir, pourtant l'antivalidisme reste le grand oublié de nos luttes. Nous ne pouvons continuer à ignorer une population déjà stigmatisée et souvent à la confluence de plusieurs oppressions. Aucun parti politique ne s'empare du sujet aujourd'hui et nous avons là un rôle à jouer.

80% des handicaps sont invisibles, il faut donc penser notre accessibilité au-delà de la simple question de la mobilité. Nous proposons une série de mesures concrètes afin de rendre le NPA plus inclusif :

- Lutter en interne comme en externe du parti contre toutes violences, attitudes et propos validistes
- Accessibilité des locaux et des rassemblements. Lorsque l'accueil des personnes à mobilité réduite n'est pas possible, les réunions et formations devraient pouvoir se tenir aussi en distanciel si les camarades en font la demande
- Meilleure accessibilité de nos canaux de diffusion (sites compatibles avec les lecteurs d'écran, description d'images sur le site internet et les réseaux sociaux). La multiplication des supports (podcast, vidéo, texte) va également dans ce sens
- Mise en place d'un « coin calme » lors de l'université d'été et des week-ends de formation
- Formation au handicap et à l'antivalidisme en comité
- Favoriser la création de commissions antivalidistes locales
- Inclure l'antivalidisme et ses enjeux dans notre communication et nos luttes

Nous continuons le NPA, pour un parti des exploités et des opprimés, révolutionnaire et unitaire

Déclaration du 5^e congrès du NPA – dimanche 11 décembre 2022

La pandémie et ses conséquences sonnent comme des avertissements. Le capitalisme, la course aux profits, mènent l'humanité à la catastrophe. Guerres, crises écologiques mettent dangereusement en péril la vie sur terre, crise économique, pénuries... Ici, Macron entend poursuivre l'offensive néolibérale contre nos droits, en particulier en s'attaquant ces prochaines semaines à nos retraites. Il y a urgence à rompre avec ce système à bout de souffle.

Les grandes puissances impérialistes se redéplient, les concurrences s'exacerbent, l'extrême droite menace. Les politiques guerrières et la course aux armements se renforcent. Partout, nous sommes du côté des peuples et de leur droit à l'autodétermination, comme en Ukraine, solidaires face à l'agression de Poutine.

En l'absence d'une alternative écosocialiste, s'appuyant sur l'auto-organisation de celles et ceux d'en bas, la machine infernale capitaliste continuera de s'emballer. Internationalistes, anticolonialistes, nos espoirs se nourrissent des mobilisations féministes et contre la dictature en Iran, des grèves pour les salaires en Angleterre, des manifestations pour la démocratie en Chine, des luttes contre le racisme aux États-Unis, des luttes contre le chlordécone aux Antilles... Nous agissons en solidarité avec toutes ces mobilisations. Si les luttes sont bien réelles, elles peinent à gagner. Les plus massives et radicales, celles du printemps arabe notamment, sont parvenues à se débarrasser de régimes autoritaires et corrompus. Mais aucune n'a débouché sur une alternative émancipatrice. La contre-offensive réactionnaire s'est accompagnée de massacres de masses et du retour en force de régimes dictatoriaux.

Pour maintenir leur domination, les capitalistes sont prêts à tout. Ils renforcent leurs offensives racistes, islamophobes et autoritaires. Des gouvernements d'extrême droite imposent des politiques discriminatoires, climaticides, réactionnaires. La menace fasciste revient en force. Elle nécessite vigilance, luttes spécifiques et cadres unitaires pour la combattre.

Macron s'en prend aux plus précaires d'entre nous avec la réforme de l'assurance chômage, avec la loi Darmanin contre les migrant·e·s. La réforme des retraites prétend repousser l'âge de départ à 65 ans. Plus qu'une nouvelle « réforme », cette offensive en faveur des capitalistes porte en elle le projet d'une société de sur-exploitation : travailler toujours plus, plus longtemps... et pour des revenus toujours faibles. C'est une véritable provocation contre l'ensemble de celles et ceux qui, par leur travail manuel ou intellectuel, font tourner la société, tout particulièrement les femmes.

Macron place la barre très haut. Pour lui, ça passe ou ça casse : la réforme ou la dissolution. Il ne nous laisse pas d'autre choix que de bloquer le pays. Il faut dégager Macron. Cela implique l'unité des travailleurs, des travailleuses et de la jeunesse, de leurs organisations, de la base au sommet. Cela nécessite surtout un mouvement par en bas, dans les lieux de travail et d'études, dans les communes et les quartiers, qui organise et décide de la lutte.

Refus des licenciements, augmentation des salaires, baisse du temps de travail... il faut rompre avec l'exploitation capitaliste qui fait passer les profits avant nos vies. Dans les entreprises et sur tous les lieux de travail, nous agissons pour construire des outils de résistance collective – syndicats, collectifs, etc. Les combats contre l'exploitation, les combats contre toutes les oppressions et pour la préservation de la planète sont liés. Les luttes écologistes, féministes, LGBTI, anti-racistes ont leur dynamique propre et leurs formes organisationnelles. Leur auto-organisation construit l'émancipation de toutes et tous. Leur convergence ouvre la voie à une confrontation avec ce système et les pouvoirs qui le défendent.

UNE ORGANISATION INTERNATIONALISTE, ANTICAPITALISTE, FÉMINISTE ET ÉCOSOCIALISTE

En 2009 nous avons initié le NPA dans l'espoir de nous regrouper dans un même parti avec toutes celles et tous ceux qui se situaient dans une perspective anticapitaliste, en rupture avec la gauche de gestion du système. Ce projet est plus que jamais d'actualité. Aujourd'hui, nous renouons avec le fil de la construction d'un parti utile pour les exploités et les opprimés. Dans la dernière séquence, le vote Mélenchon puis NUPES a été l'outil utilisé par une partie importante des classes populaires pour se défendre contre Macron et l'extrême-droite. Mais sur le plan militant, des dizaines de milliers d'anticapitalistes sont orphelinEs d'une organisation politique qui agit pratiquement dans la lutte des classes, au-delà des échéances électorales. Une organisation convaincue qu'on ne pourra mettre fin à l'exploitation, aux oppressions et à la destruction des écosystèmes sans renverser le capitalisme, sans une transformation révolutionnaire de la société, une organisation en dialogue et confrontation sans sectarisme avec les autres courants du mouvement social.

Des groupes en désaccord avec ces perspectives se sont développés dans le NPA. Dans certaines villes et secteurs, dans nos instances, le NPA est devenu un front d'organisations, en concurrence les unes avec les autres. Nous refusons cette situation qui transforme notre parti en champ de bataille. Devant leur refus de changer de fonctionnement, nous décidons de continuer le NPA en actant la séparation avec ces groupes.

Dans les prochaines semaines, le NPA répondra présent dans toutes les mobilisations : contre la réforme des retraites, pour la santé et l'hôpital public, en défense des migrantEs dès les prochaines marches des solidarités, pour construire la grève féministe du 8 mars, contre les projets de méga-bassines, la relance du nucléaire et l'enfouissement des déchets à Bure...

A l'échelle locale et nationale, nous lançons une campagne militante pour nous adresser à toutes celles et tous ceux qui ont l'envie commune de construire une organisation anticapitaliste,

révolutionnaire et unitaire.

La première sera une réunion publique à Paris le mardi 17 janvier à la Bellevilloise, avec nos porte-parole Olivier Besancenot, Christine Poupin, Philippe Poutou et Pauline Salingue.